

Bruxelles: les partis répondent à l'ultimatum du MR

L'Echo – Nicolas Keszei – 31 mars 2025

Extraits. Article complet réservé aux abonnés.

https://www.lecho.be/economie-politique/belgique/bruxelles/Bruxelles-les-partis-repondent-a-l-ultimatum-du-MR/10600469?utm_term=LECHO_HOMEPAGE-3_1%20-%20Bruxelles%3a+les+partis+r%3%a9pondent+%3%a0+1%27ultimatum+du+MR&utm_id=101933&utm_medium=email&sfmc_id=10614287&utm_source=sfmc

Le président du MR, Georges-Louis Bouchez, et le chef de file du MR bruxellois, David Leisterh, jugent "inacceptable" le maintien du blocage politique autour de la formation d'un gouvernement à Bruxelles.

À ce stade, Les Engagés et le CD&V, Groen, Vooruit et l'Open Vld se sont dits favorables à la proposition du MR. Le PS et Ecolo ne suivront pas. Va-t-on vers la mise en place d'un gouvernement minoritaire?

Le MR parle de compromis. Du côté du PS, on évoque un passage en force. En tout état de cause, après avoir repris la main sur les négociations bruxelloises, **Georges-Louis Bouchez**, le président du MR, **a demandé à chacun de se prononcer sur la piste avancée de proposer un poste de commissaire du gouvernement à la N-VA**. Délai attendu pour les réponses? Ce lundi à **16h00**.

"Le **maintien de ce blocage est inacceptable** pour les Bruxelloises et les Bruxellois qui attendent du changement et au vu des urgences auxquelles notre capitale est confrontée", écrivent David Leisterh et Georges-Louis Bouchez dans un courrier envoyé aux différents partis concernés par la négociation en vue de former un exécutif bruxellois.

Proposition de compromis

Dans ce même courrier, le MR demande aux partis de se prononcer sur la piste d'un poste de commissaire de gouvernement accordé à la N-VA. De même, **les libéraux demandent au PS "de ne pas étendre son veto** à une présence de la N-VA dans une telle formule". Et le MR d'ajouter qu'il attend une réponse d'ici ce lundi à 16h00. "Une non réponse sera considérée comme un refus", lit-on encore dans ce courrier.

Dès la sortie de la réunion de **vendredi dernier, le PS, par la voix d'Ahmed Laaouej, avait dit qu'il n'accepterait pas cette formule**. Un refus répété dans une réponse envoyée à David Leisterh, le président du MR bruxellois. "Notre position est connue. Elle a été rappelée dans le cadre de la mission d'information des dernières semaines", écrit Ahmed Laaouej dans un courrier adressé à David Leisterh.

Après avoir rappelé que le travail des derniers jours sur la confection d'un budget était de nature à s'attaquer aux attentes des Bruxellois, **le PS dit regretter qu'il n'a pas été possible de convaincre les libéraux de l'urgence et de la pertinence de cet exercice**. "Le PS continuera d'être une force de proposition pour défendre le respect de l'autonomie et l'intégrité institutionnelle de la Région bruxelloise", dit encore le Parti socialiste.

Au passage, les socialistes ont déjà laissé entendre qu'ils ne s'opposeraient pas à la présentation de ministres si la piste d'un gouvernement minoritaire devait se mettre en place.

Les socialistes flamands de **Vooruit** ont fait savoir lundi après-midi qu'ils acceptaient la proposition du MR. "Vooruit Brussels se montre favorable à la proposition du MR de former une majorité avec la N-VA au poste de commissaire du gouvernement", a fait Ans Persoons. "Compte tenu des défis structurels et urgents auxquels Bruxelles est confrontée, il est **essentiel de disposer d'une majorité stable et définie** dans le deux groupes linguistiques", a-t-elle ajouté.

Les Verts francophones - par la voix de leur co-président Samuel Cogolati - ont fait savoir dès vendredi sur les ondes de BX1 qu'ils ne suivraient pas ce projet, évoquant "un recul pour la qualité de vie des Bruxelloises et des Bruxellois", et donc "pas avec la N-VA". Il avait également précisé que le projet politique des écologistes francophones était "diamétralement opposé à celui de la N-VA, et de tous les autres partis qui défendent ce petit parti finalement. Parce que c'est quand même loin d'être le premier parti à Bruxelles". Contacté lundi matin, Samuel Cogolati a confirmé cette position. "Nous ne pouvons renier nos valeurs et tromper nos électeurs", a-t-il laissé entendre.

Le CD&V, Les Engagés et Groen et l'Open Vld d'accord

"Le CD&V considère toute proposition susceptible de mener à un gouvernement bruxellois stable et efficace **comme digne d'être examinée sérieusement** – y compris si cela implique une implication de la N-VA via un commissaire de gouvernement", a fait savoir **Benjamin Dalle**, le chef de file du CD&V à Bruxelles.

Dès vendredi, les Engagés ont fait savoir qu'ils pourraient en être.

Le CD&V assure qu'il ne pose aucun veto contre des partis démocratiques. Pour accepter de grimper à bord, le CD&V appelle à "une approche totalement différente de celle menée par le gouvernement bruxellois actuel". Les chrétiens flamands veulent "des **réformes en profondeur**".

De leur côté, les **Engagés** étaient en assemblée politique ce lundi matin. Mais dès vendredi, ils ont fait savoir qu'ils pourraient en être. "Aucune des coalitions sur la table depuis neuf mois n'est le premier choix des Engagés. Mais **dans une situation exceptionnelle** comme celle que nous vivons aujourd'hui, **chacun doit faire un effort**", a déclaré **Christophe De Beukelaer**, le chef de file des Engagés bruxellois, à l'issue de la réunion de vendredi dernier.

"Nous continuerons à **répondre positivement à toutes les invitations** et, dans les prochaines heures, à explorer avec les partenaires de bonne volonté les formules créatives qui permettent d'avoir un gouvernement de plein exercice."

Il en va de même pour l'Open Vld. Dès la sortie de la réunion de vendredi dernier, Frédéric De Gucht avait fait connaître son point de vue. "C'est **un pas dans la bonne direction**. Nous avons toujours dit que le parti du Premier ministre devait faire partie du gouvernement à Bruxelles", avait-il laissé entendre. Contacté lundi matin, il a confirmé cette position.

Contrairement à leurs homologues francophones, **Groen valide la proposition du MR**.
"Groen n'a pas de vetos et d'exclusives. Nous ne voulons que des solutions rapides et

En référence à la piste avancée par le MR, DéFI évoque un "**monstre à deux têtes**" et propose son alternative qui se passerait du PS et le la N-VA. Le parti flamand propose une "**nouvelle alternative qui n'a jamais été proposée** été jusqu'ici", lit-on dans un communiqué.

L'idée est de DéFI est d'avancer avec une majorité MR-Engagés-Ecolo et DéFI côté francophone (41 sièges sur 72) et Groen-Open Vld-Voruit et CD&V côté néerlandophone (9 sièges sur 17). Pour Défi, cette piste "intègre une grande partie des impossibilités exprimées par les uns et les autres" et "enverrait un **signal de renouveau** en terme de gouvernance".

"Bruxelles n'a pas vocation à devenir l'otage des nationalistes flamands ou des stratégies de pourrissement du PS et de l'Open Vld", a déclaré Sophie Rohonyi, la présidente de DéFI.